



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

Bulletin Mensuel - Numéro 165 - Avril 2011

NOTRE OPINION

- [Tous les jours devraient être le Jour de la Terre](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Inde : les femmes prennent l'initiative de lutter pour leurs droits à la forêt](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Cameroun : les plantations de palmier à huile visent les terres communales](#)

CLIMATE CHANGE

- [L'opinion des femmes dans les pourparlers sur le changement climatique](#)
- [« Forêt épuisée » : une nouvelle ruse pour subventionner les plantations d'arbres en régime de monoculture](#)

DÉFINIR LES FORÊTS

- [Prêtons nos voix aux forêts !](#)

ARTICLES NON DISPONIBLES EN FRANÇAIS

- [India: Ravaged Landscape, Devastated People - Tales of Hydro Power CDM projects in Himachal Pradesh](#)
- [México: REDD+ en Chiapas financia enfermedad, muerte y confrontación intercomunitaria](#)
- [Philippines: A call to stop mining in Palawan](#)
- [Brasil: OEA solicita parar a construção de Belo Monte](#)
- [Moçambique: mais denúncias contra a Chikweti, financiada pelo Fundo Nórdico de Solidariedade](#)
- [Brasil: Mulheres do Acampamento Irmã Dorothy Stang em Eunápolis em luta pelo direito à vida, contra o deserto verde de eucaliptos](#)
- [Stora Enso makes money out of environmental crimes](#)

NOTRE OPINION

– Tous les jours devraient être le Jour de la Terre

Ce mois-ci, le 22 avril, nous célébrons la Journée de la Terre, née dans les années 1970 de la préoccupation d'activistes écologistes au sujet de la pollution et de la dégradation de l'environnement qui portent atteinte à la diversité biologique et, à long terme, à la survie de la planète. La célébration a pour but de sensibiliser le public à ces problèmes.

On peut affirmer que depuis les années 70 la question de l'environnement est entrée de façon décisive dans le débat public, et qu'elle a eu des répercussions même au niveau des États nationaux et de leurs structures. Quel pays n'a pas aujourd'hui un ministère de l'Environnement ? Plusieurs conférences, comme celles de Stockholm (1972), de Rio de Janeiro (1992) et de Johannesburg (2002) ont été organisées à ce sujet et continuent de l'être ; ainsi, la conférence Rio + 20 aura lieu l'année prochaine.

Pourtant, nous pouvons observer aussi que, malgré les jolis discours sur la « durabilité », la conscience du besoin de soigner la planète ne s'est pas encore traduite par des solutions concrètes et structurelles, surtout dans le cas des pays qui contribuent le plus à la pollution et à l'exploitation des ressources naturelles. À propos des dernières négociations sur les mesures à prendre pour combattre le changement climatique, qui ont eu lieu à Bangkok, en Thaïlande, le réseau de femmes sur le changement climatique, Gender CC, remarque que les « engagements des pays développés continuent d'esquiver leur responsabilité historique », et dénonce qu'ils « s'accrochent à des solutions fausses et risquées ».

Dans le présent numéro du bulletin nous montrons, une fois de plus, plusieurs de ces fausses solutions qui se propagent sur la Terre et les problèmes qu'elles apportent aux communautés locales, comme c'est le cas d'un projet REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) dans le Sud du Mexique et de projets de MDP (Mécanisme de développement propre) et de barrages en Inde. Nous montrons aussi qu'au niveau de la conférence sur le climat on essaie d'introduire un nouveau mécanisme pervers, curieusement dénommé « forêts épuisées ». Son objectif est d'élargir encore plus la monoculture industrielle d'arbres, semant ainsi davantage de conflits environnementaux pour l'avenir.

Comme l'affirme Gender CC, les gouvernements qui contribuent le plus à la dégradation environnementale et qui, par conséquent, devraient montrer dans la pratique qu'ils ont pris conscience des problèmes écologiques, continuent de manquer à leur responsabilité. Ils devraient mieux profiter des initiatives des peuples et des leçons qu'ils donnent dans leurs diverses organisations et mouvements.

Nous soulignons aussi dans ce bulletin la contribution de plus en plus importante des femmes, par exemple celles du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil, qui occupent des zones plantées d'eucalyptus uniquement destinées à la consommation effrénée de papier d'une minorité des habitants de la planète, ce qu'elles considèrent comme une violence grave. Dans ces mêmes terres, elles cultivent des aliments de base dont le peuple, exclu de la société de surconsommation, a besoin. Rappelons que nous célébrons ce mois-ci également, le

17 avril, la Journée internationale de lutte pour la Terre. Il arrive encore aujourd'hui, en 2011, que les paysans n'aient pas la sécurité de l'accès à la terre, mais les fausses solutions mentionnées plus haut finissent par aggraver cette mauvaise distribution, par exemple en encourageant la monoculture pour la production d'agrocombustibles.

Nous donnons aussi la parole à la Coalition asiatique de femmes rurales, qui dénonce les fausses énergies propres, comme l'énergie nucléaire, si débattue depuis la récente catastrophe au Japon. La Coalition fait remarquer que les centrales nucléaires qui continuent de se multiplier en Asie « sont construites dans la périphérie des capitales, mettant en péril la vie des habitants de ces zones ». La Coalition affirme que « l'énergie générée par ces centrales nucléaires sert à encourager la croissance industrielle et économique, le mode de vie matérialiste de certaines personnes et le pouvoir hégémonique dans le monde, qui sont maintenus au détriment des habitants des zones rurales ».

Tous les jours devraient être le Jour de la Terre. Tous les jours, chez les femmes et les hommes du monde, devraient croître l'alerte et la conscience de la situation de crise et de danger dans laquelle nous nous retrouvons. Cela s'avère indispensable pour lutter contre les fausses solutions que défendent les entreprises et les gouvernements des pays pollueurs, et contre leurs conséquences néfastes.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Inde : les femmes prennent l'initiative de lutter pour leurs droits à la forêt

La non-reconnaissance des droits territoriaux des peuples autochtones et traditionnels a été reconnue comme l'une des principales causes profondes du déboisement.

En Inde, les inégalités en matière foncière, qui découlent de structures sociales profondément enracinées mais aussi du bouleversement apporté par le colonialisme, ont abouti à la mainmise de l'État sur les terres boisées. Par la suite, les forêts ont le plus souvent été transférées à une foule d'entreprises commerciales ; celles-ci ont déplacé les populations forestières qui avaient défendu les forêts des assauts du colonialisme et avaient résisté à plusieurs exploitations commerciales après la période coloniale.

La perte générale des droits fonciers des communautés locales a comporté le développement d'une autre inégalité plus particulière : les femmes ont été marginalisées de l'accès aux terres et aux ressources forestières et de toute autorité sur elles.

Néanmoins, les femmes sont de plus en plus conscientes qu'elles sont, elles aussi, des facteurs de changement importants.

À la suite de la Journée des Femmes et en souvenir de Bharati Roy Chowdhury (une activiste qui a beaucoup lutté pour l'inclusion des droits des femmes dans la Loi sur les droits forestiers de l'Inde de 2006, FRA), un communiqué de presse [1] fait savoir qu'une centaine de femmes leaders de sept États se sont réunies cette année à

Dumka, État de Jharkhand, pour une consultation sur les droits des femmes dans le cadre de la loi mentionnée [voir le bulletin n° 115 du WRM].

L'endroit choisi est vraiment pertinent : Dumka est un lieu de résistance depuis le 18^e siècle, époque à laquelle les communautés locales se révoltèrent contre les politiques de l'Empire britannique pour protéger leurs droits traditionnels sur le territoire et les forêts. Ceux-ci furent sauvés au prix du massacre des Adivasi de Jharkhand et de Dumka. Phulo et Jhano, deux femmes tribales leaders de la révolte, furent tuées par les Britanniques.

Les femmes qui ont assisté à la rencontre ont discuté de la nouvelle loi sur les droits forestiers et des raisons pour lesquelles l'État n'a pas intérêt à l'appliquer. Elles ont manifesté que les droits des femmes sur les ressources forestières communautaires devaient être reconnus. À leur avis, « il est très important que les femmes prennent l'initiative et montrent la voie pour que les droits communautaires soient respectés dans tout le pays ».

La réunion a abouti à la formation d'un Comité d'action sur les droits forestiers des femmes, « pour accélérer le processus d'application de la FRA, en particulier en ce qui concerne le rôle des femmes dans le contrôle et la gestion des forêts communales et des produits forestiers secondaires ».

Le rôle du ministère des Forêts a été analysé de façon critique ; de l'avis général, ce ministère devrait être remplacé par un gouvernement des forêts communales dirigé par les femmes et concernant les 7,5 millions d'hectares de terres boisées.

Plusieurs décisions importantes ont été prises au cours de cette consultation : sensibiliser les femmes aux dispositions de la FRA, présenter collectivement les plaintes des communautés dans les divers endroits où l'organisation populaire est forte, et créer des coopératives de femmes pour gérer les produits forestiers secondaires et pour que le ministère des Forêts ne s'en occupe plus.

Une nouvelle réunion, de portée nationale, sera organisée avec la participation de davantage de femmes leaders, afin d'élargir le Comité d'action.

Les femmes présentes à la rencontre pensent qu'elles sont les principales productrices et protectrices de la forêt et que, par conséquent, elles doivent défendre leurs droits.

Article fondé sur des informations tirées de [1] : "Announcement of formation of 'Women Forest Rights Action Committee' ", envoyé par Roma, NFFPFW (Kaimur) / Human Rights Law Centre, adresse électronique : romasnb@gmail.com, <http://jansangarsh.blogspot.com>.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Cameroun : les plantations de palmier à huile visent les terres communales

Le continent africain est devenu la cible des grandes entreprises et des pays puissants

pour satisfaire leurs besoins industriels en tant que fournisseur de matières premières. Cela a provoqué un fort accaparement de terres, auquel s'est ajouté ces dernières années, dans de nombreux pays africains, l'accaparement destiné aux plantations industrielles de palmier à huile.

Or, les plantations industrielles de palmier à huile ne sont pas nouvelles dans certains pays d'Afrique. Le livre électronique du WRM, *Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et l'avenir* (http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf), donne un aperçu de la manière dont elles ont été encouragées depuis l'époque coloniale :

« Là où il croît naturellement, le palmier à huile apporte depuis des siècles aux populations locales de nombreux avantages : de l'huile de palme, des sauces, du savon, du vin, des engrais (cendres), des toitures (feuilles), des matériaux de construction (troncs), des médicaments (racines). Aujourd'hui encore, tous ces usages traditionnels du palmier à huile représentent une partie importante de la culture africaine dans les pays où croît le palmier.

Quand les puissances européennes envahirent le continent, elles comprirent tout de suite qu'elles pouvaient tirer profit du commerce de noyaux et d'huile de palme, obtenus d'abord dans les palmeraies naturelles, puis dans de grandes plantations, grâce au travail forcé ou en situation d'esclavage et à l'appropriation des terres des communautés.

Le système des plantations dans les terres communales fut renforcé après l'indépendance ; il s'agissait maintenant d'entreprises étatiques accompagnées de grandes usines de traitement industriel.

Les politiques d'ajustement structurel imposées aux gouvernements africains par la Banque mondiale et la SFI dans les années 90 aboutirent à la privatisation de la plupart de ces complexes industriels et à la reprise du contrôle de la production d'huile de palme par des sociétés étrangères.

Tout au long du processus que nous venons de résumer, le système traditionnel, qui consiste à récolter les fruits dans les palmeraies naturelles ou semi-naturelles et à les transformer en huile de palme par des procédés manuels, réussit à coexister avec les différents systèmes centralisés mis en place par les gouvernements et les entreprises.

Depuis quelques années, l'expansion des plantations industrielles a un autre objectif que la production d'huile comestible : celui de produire des agrocombustibles, sous la direction d'un grand nombre de transnationales qui souhaitent investir dans la région. »

Le Cameroun n'a pas échappé au boum des agrocombustibles. Il possède déjà plus de 76 500 hectares de plantations industrielles de palmier à huile, mais le gouvernement prévoit de donner en concession de vastes étendues de terre pour en créer davantage.

Sime Darby, le géant malais du palmier à huile, vise aussi le continent africain pour s'élargir. L'entreprise a déjà reçu en concession 220 000 hectares au Libéria pour une période de 63 ans, et elle négocie maintenant une concession de 300 000 ha au Cameroun.

Au cours d'une interview du magazine The Ecologist, Samuel Nguiffo, du Centre pour l'environnement et le développement (CED) a dit à propos de l'affaire de Sime Darby que « même si seules les forêts dégradées sont concernées, il existe le risque probable que l'on prenne aux communautés locales leurs terres agricoles ». Il a ajouté que « les forêts naturelles dégradées sont situées à proximité des villages ; elles sont considérées comme des terres traditionnelles et comme une 'réserve' pour l'expansion future des terres agricoles communales. Cependant, selon la législation de l'État (qui est celle qui prévaut), ce dernier est propriétaire d'une partie du territoire et gardien du reste. L'entreprise malaise [Sime Darby] passera donc un accord avec l'État, et non avec les communautés, mais il prendra ce que les communautés considèrent toujours comme leur terre traditionnelle, d'après leur coutume ».

En outre, la société nord-américaine SG Sustainable Oils (SGSO) prévoit de faire une plantation de palmier à huile de 30 000 hectares dans une zone de la Région Sud-Ouest adjacente au Parc national de Korup et à la Réserve forestière de Rumpi Hills, et une autre, de 40 000 ha, à l'est de la première et adjacente au Parc national Bakossi et à la Réserve de faune de Banyang Mbo.

La SGSO est associée à Herakles Farms (une société nord-américaine filiale de la Herakles Capital Corp) et à Sithe Global (une compagnie nord-américaine qui participe à la construction du barrage de Bujagali en Ouganda et au projet hydroélectrique d'Amaila au Guyana). Sithe Global appartient à 80 % au groupe Blackstone qui est une des principales sociétés d'investissement du monde. Sithe Global a été fondée en 2004 par Bruce Wrobel, qui est aussi le fondateur de Herakles Capital Corp. Ces compagnies partagent la même adresse postale new-yorkaise que celle de l'ONG All for Africa, elle aussi fondée par Bruce Wrobel et par d'autres, en partie pour contribuer à soutenir et à financer le développement de Herakles et de Sithe Global dans le secteur du palmier à huile. En collaboration avec ces deux compagnies, All for Africa a lancé une campagne censément destinée à réduire la pauvreté en Afrique grâce à la plantation de palmiers. Ils affirment que ce développement des plantations de palmiers à huile se fera de façon responsable à l'égard de la société et qu'il sera en plus respectueux de l'environnement.

Le WRM a contacté un groupe de chercheurs nord-américains qui travaillent au Cameroun avec quelques organisations locales que ce projet inquiète profondément. Les chercheurs ont envoyé une lettre à All for Africa et à Sithe Global, leur recommandant vivement de fournir des informations complètes sur le projet qui risque d'avoir des conséquences terribles pour l'environnement et la société. Parmi d'autres questions, la lettre mentionne les problèmes suivants :

« La plantation de palmier à huile bouleversera la situation économique et sociale de plus de 30 villages (plus de 3 000 personnes). Leur culture et leur mode de vie sont étroitement liés aux forêts qui fournissent à ces villages de l'eau propre, des aliments et d'importantes sources de revenus. La plupart des villageois dépendent fortement de l'agriculture pour nourrir leurs familles et gagner de l'argent. On ne sait pas comment ils seront indemnisés pour la perte de leur forêt et de leurs fermes. Certains documents suggèrent que les villages seront réinstallés, ou bien autorisés à rester sur place mais entourés de palmiers à huile.

À ce jour, la SGSO a fonctionné sans scrupules. Les habitants de plusieurs villages ont

découvert des équipes de la SGSO qui démarquaient des terres, délimitaient des sections et plantaient des poteaux sans autorisation. Des lettres de plaintes concernant la SGSO ont été adressées aux représentants du gouvernement ; elles décrivaient les réunions informelles que la SGSO avait eues avec les élites villageoises et tribales, où ces dernières avaient donné leur soutien à l'initiative sans avoir consulté la population.

En fait, la démarcation originelle de la plantation empiétait sur les titres et les droits existants concernant la forêt, dont 2 500 ha de forêt communale, 5 415 ha de forêt municipale, 132 ha du Parc national Bakossi, et 6 000 ha dans la zone-tampon du Parc national Korup. Il a fallu que de nombreuses personnes et organisations portent plainte pour que les limites prévues soient changées. »

Des chercheurs des États-Unis qui travaillent au Cameroun nous ont informés que, quelques semaines plus tôt, les jeunes d'un des villages qui seront directement touchés par la plantation de palmier à huile avaient menacé un bulldozer de la SGSO quand il était entré dans le village pour y établir une pépinière de palmiers à huile. La majorité du village s'oppose à l'initiative parce qu'elle leur ferait perdre leurs forêts et les obligerait, soit à se retrouver entourés de palmiers à huile, soit à se réinstaller ailleurs. Le chef du village a été contacté par des représentants de la SGSO ; il a accepté de céder des terres communales pour que la plantation puisse se faire, mais il l'a fait sans le consentement des habitants. À présent, il y a énormément de conflits internes dans ce village, et la même chose risque d'arriver dans tous les villages concernés par la plantation.

En plus des implications sociales de cette plantation de palmier à huile, les chercheurs signalent que la plupart de l'étendue proche du Parc national Korup où la plantation est proposée est une forêt dense, mûre, à la canopée élevée, et que le reste est une mosaïque de forêts, agro-forêts, terres agricoles et établissements humains. Des études sur la forêt et sur la chasse ont montré que cette zone est habitée par des chimpanzés et des mandrills en danger et qu'elle hébergerait aussi d'autres espèces animales menacées. Elle serait en outre une route de migration importante pour l'éléphant des forêts, qui fréquente le parc Korup et la réserve de Rumpi Hills. La plantation de palmier à huile éliminera un habitat important d'espèces menacées et, en plus, elle isolera ces espèces à l'intérieur de zones protégées. De ce fait, ces zones attireront davantage de chasseurs de viande de brousse, et les conservateurs seront mal équipés pour y porter remède.

De façon générale, les chercheurs nord-américains affirment que « si ce projet de plantation se poursuit, il risque d'avoir des conséquences négatives considérables et de longue durée pour la culture, la société et l'économie des villageois concernés qui, à l'heure actuelle, sont harcelés pour qu'ils vendent leurs forêts. En outre, les forêts du Sud-Ouest du Cameroun représentent un bastion pour de nombreuses espèces endémiques et menacées. Cette plantation de palmier à huile détruira des écosystèmes et des habitats indispensables à ces espèces et sera catastrophique pour la faune des zones protégées voisines ».

Article fondé sur des informations tirées de la publication du WRM « Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur », et du magazine The Ecologist, http://www.theecologist.org/News/news_analysis/823928/palm_oil_giants_target_africa_in_land_grab_following_indonesia_deforestation_ban.html.

CLIMATE CHANGE

– L’opinion des femmes dans les pourparlers sur le changement climatique

Ce mois-ci, une nouvelle session des pourparlers de l’ONU sur le changement climatique, la première après la conférence de Cancún de décembre dernier, a eu lieu à Bangkok. Les discussions portaient sur de nombreuses questions au sujet desquelles on n’était pas arrivé à un accord à Cancún.

Les options proposées allant de mal en pis, les organisations de femmes ont élevé la voix pour réclamer avec force des solutions réelles.

GenderCC a dénoncé que « dans leurs engagements, les pays développés continuent de se soustraire à leur responsabilité historique, à s’accrocher à des solutions fausses et risquées et à esquiver les mesures destinées à prévenir la crise climatique actuelle » [1]. À titre d’exemple, « l’énergie propre » « continue d’inclure l’hydro-électricité à grande échelle, alors que celle-ci a toujours provoqué l’expulsion forcée des communautés du Mékong et d’autres régions, dégradé les fleuves et la diversité biologique, en dépit des ‘précautions’ adoptées par les bailleurs de fonds et, surtout, par les banques multilatérales de développement ». L’organisation a souligné aussi la menace que représentent les projets REDD+, « de fausses solutions qui risquent de provoquer une ruée pernicieuse pour les ressources et susciter des situations de danger, de déplacement et d’affaiblissement ».

De même, un groupe de membres d’organisations sociales et d’organisations de femmes de la région Asie-Pacifique ont réclamé « des engagements pour la justice climatique qui soient réels, vigoureux, urgents et sensibles aux spécificités des sexes » [2]. Teresita Vistro, responsable de la coordination pour le changement climatique du Forum sur les femmes d’Asie-Pacifique (APWLD d’après l’anglais), a souligné que « les pauvres, et en particulier les femmes des zones rurales et urbaines vulnérables aux catastrophes, se heurtent à l’aggravation des difficultés de leur vie quotidienne à cause du changement climatique. Il s’agit des premières victimes de ces catastrophes climatiques ». Après presque deux décades de pourparlers, les pays industrialisés, principaux responsables de la crise climatique actuelle, montrent que « leurs intérêts commerciaux nationaux passent avant la vie et le bien-être des habitants de toute la planète et, en particulier, de ceux des femmes et des enfants pauvres », a déclaré Frances Quimpo, membre d’Action populaire sur le changement climatique (PACC) et du Conseil international sur l’éducation des adultes (ICAE). Elle a ajouté que « le réchauffement planétaire touche déjà tout le monde sur tous les continents, mais ce sont les nombreux pauvres du monde qui le paient le plus cher, car ils le paient de leur vie ».

À Bangkok, en plus de femmes le mouvement paysan La Vía Campesina a appelé « tous les gouvernements à défendre la justice climatique et à donner leur soutien aux solutions et aux revendications énumérées dans l’Accord des Peuples de Cochabamba, qui défend les droits des gens et de la Terre-mère et qui est une solution

concrète de la crise climatique ». Il réitère que « l'agriculture artisanale et familiale est une solution authentique et concrète du changement climatique. Beaucoup de recherches ont montré que l'agro-écologie permettra non seulement d'alimenter le monde mais aussi de refroidir la planète » [3].

En outre, plusieurs ONG ont envoyé une lettre [4] au ministre des Affaires étrangères du Mexique, Patricia Espinosa, et à la Secrétaire générale de la CCNUCC, Christiana Figueres, où elles attaquent le Fonds vert pour le climat (GCF) – censément créé pour répondre aux besoins urgents et aux droits des peuples et des communautés des pays du Sud – auquel participent des banques multilatérales de développement, ainsi que la Banque mondiale en tant qu'administrateur provisoire. Ces organisations fondent leur opposition sur « l'expérience des conséquences dévastatrices pour la société et l'environnement qu'ont eues les activités et les politiques de ces institutions, et sur le fait qu'elles continuent de financer la destruction du climat. Malgré les crises climatique et économique, la Banque mondiale continue de financer à un rythme alarmant des projets pétroliers, d'appuyer des solutions fausses de la crise climatique et d'utiliser des instruments de financement qui augmentent l'endettement des pays en développement. Par conséquent, la Banque mondiale est mal placée pour donner des conseils sur la conception d'un fonds qui doit fournir un financement juste, efficace et de longue durée, basé sur les principes de l'intégrité environnementale, de l'équité, du développement durable et de la démocratie » et qui, en outre, doit être « capable de répondre aux besoins urgents et aux droits des peuples et des communautés de tous les pays du Sud ».

Article fondé sur des informations tirées de :

[1] "Still A Frozen Pie: GenderCC on the Bangkok Intersessional Meeting 2011", déclaration à la presse de GenderCC, 7 avril 2011, <http://www.gendercc.net/metanavigation/press.html>.

[2] "Decommission the Fukushima nuclear plants and nuclear plants all over the world", résolution de l'Asian Rural Women's Coalition (ARWC) adoptée le 30 mars 2011 à Chennai, en Inde, pendant la 'Conférence sur le centenaire de la résistance des femmes : droits, responsabilisation et libération', <http://www.asianruralwomen.net>.

[3] "La Via Campesina opposes the inclusion of agriculture in carbon markets", communiqué de presse de La Via Campesina, 11 avril 2011, http://www.viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1064:la-via-campesina-opposes-the-inclusion-of-agriculture-in-carbon-markets-&catid=48:-climate-change-and-agrofuels&Itemid=75.

[4] "Global Civil Society Wary of World Bank Role in New Funds", 5 avril 2011, http://www.rm.org.np/index.php?option=com_content&view=article&id=117%3Aglobal-civil-society-wary-of-world-bank-role-in-new-funds&catid=17%3Apress-release&Itemid=99&lang=en.

[index](#)

– « Forêt épuisée » : une nouvelle ruse pour subventionner les plantations d'arbres en régime de monoculture

Le terme « forêt épuisée » provient d'une proposition très discutée faite par le Brésil au

cours des pourparlers de la CCNUCC qui ont eu lieu à Poznan. L'intérêt du Brésil à modifier le Mécanisme de développement propre (MDP) pour y inclure les « forêts épuisées » est dû au fait que cela permettrait au MDP d'accorder, dans le cadre du Protocole de Kyoto, des crédits pour reboiser des forêts qui ont été surexploitées au point de les « épuiser » et qui, sans cet apport d'argent supplémentaire, ne seraient pas replantées.

Or, il ne s'agirait pas de forêts mais de plantations d'arbres, une activité économique très importante au Brésil et dans d'autres pays du Sud. Le conseil de direction du Mécanisme de développement propre a accordé de définir une « forêt épuisée » comme « des parcelles de terres recouvertes de forêt [sic] – créée par plantation, ensemencement et/ou promotion par l'homme d'un ensemencement naturel – au 31 décembre 1989 et/ou au début de l'activité de projet » [<http://unfccc.int/resource/docs/2009/cmp5/fre/16f.pdf>].

L'implication principale de ceci est que le MDP peut subventionner des plantations industrielles d'arbres dans le Sud, où elles sont déjà très profitables, en leur accordant des crédits en vertu du Protocole de Kyoto en tant que projets de reboisement sur des terres préalablement plantées et qui ont été tellement surexploitées qu'elles sont « épuisées ».

Dans sa 33e session (Cancún, décembre 2010), l'organe subsidiaire chargé de donner des avis scientifiques et technologiques (OSAST) à la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) a invité les Parties et les organisations admises comme observateurs à présenter au secrétariat, avant le 28 mars 2011, leurs points de vue sur les implications de l'inclusion du reboisement de terres boisées épuisées parmi les activités de projets de boisement et de reboisement du MDP.

Depuis longtemps, le WRM défend les forêts et les peuples qui en dépendent dans les luttes qu'ils mènent pour préserver leurs moyens d'existence contre des menaces telles que les plantations industrielles d'arbres. Ainsi, cette organisation a présenté au conseil de direction du MDP ses inquiétudes au sujet de la définition de « terre boisée épuisée », de ce qui arriverait à ces « forêts », et de la proposition d'inclure dans le MDP des activités de reboisement dans des terres qui ne contenaient pas de forêts ou qui contenaient des « forêts épuisées » :

« 1. Selon votre description des 'forêts épuisées', celles-ci peuvent inclure des plantations industrielles d'arbres. Au cours de notre travail avec les communautés affectées par ces plantations en régime de monoculture nous avons appris qu'elles n'ont rien à voir avec les forêts. Leur seule ressemblance est que les deux contiennent des arbres. Cependant, tandis que les forêts offrent à leurs habitants une énorme variété de bénéfices en matière de nutrition, d'eau, de médicaments, d'avantages spirituels et autres, les plantations industrielles d'arbres sont appelées par eux des 'déserts verts', parce qu'elles ne leur offrent aucun bénéfice et que la vie est tout à fait absente dans leurs rangées d'arbres identiques qui n'ont pour but que de fournir du bois à l'industrie. Le fait que même la FAO continue de considérer les plantations industrielles d'arbres comme des forêts a eu des conséquences dramatiques pour des milliers de communautés du Sud et n'a favorisé que les intérêts des industries. Or, depuis quelques années beaucoup de chercheurs, de fonctionnaires étatiques, de représentants de diverses organisations sociales et environnementales, etc., se sont

opposés à cette définition de la FAO. Il est préoccupant que la CCNUCC choisisse maintenant de maintenir cette définition qui tend à perpétuer et à susciter dans le monde entier de nouveaux conflits entre les entreprises en expansion et les communautés locales.

2. Cette nouvelle proposition permet aux entreprises de plantation d'arbres de présenter des projets MDP pour n'importe quelle plantation, qu'elle soit existante ou nouvelle. La pratique nous a appris que les entreprises qui ont commencé leurs plantations bien avant 1989 ont toujours disposé de soutien et de ressources financières suffisantes pour maintenir leurs activités jusqu'à présent, et la preuve principale en est que les principales compagnies ont replanté leurs parcelles, surtout dans les pays du Sud, où cette activité est extrêmement profitable. De ce fait, les entreprises de plantation d'arbres du Nord sont en train de transférer leurs activités aux pays du Sud, où elles sont plus rentables. Il est donc clair que cette activité ne peut pas être considérée comme 'additionnelle' ; au contraire, il est évident que l'objectif de l'industrie est d'obtenir encore un subside pour un secteur déjà très profitable.

3. La monoculture industrielle d'eucalyptus, de pins, de palmiers à huile et d'hévéas a de nombreux effets négatifs, bien que l'industrie affirme qu'il s'agit d'une activité « durable et renouvelable ». Les études ci-jointes montrent clairement que ces plantations ont de graves répercussions sur la distribution de la terre car, directement ou indirectement, elles expulsent les gens de leur territoire. Les grandes plantations ont un énorme impact sur la disponibilité et la qualité des ressources hydriques et, à ce sujet aussi, il existe plusieurs études scientifiques. Les entreprises de plantation doivent appliquer des pesticides qui portent atteinte au sol, à la diversité biologique et aux travailleurs. Ce type d'activité agricole crée de 10 à 15 fois moins d'emplois que la production agricole de petites dimensions ; en outre, la plupart de ces emplois sont dangereux et relativement mal payés. Les femmes sont les plus touchées par la monoculture industrielle d'arbres. En plus, l'expansion de ces plantations reste un facteur important, direct et indirect, de déboisement, qui se traduit par l'émission de davantage de carbone dans l'atmosphère.

4. Finalement, un aspect d'une importance extrême : qu'on les appelle plantations ou forêts, aucune de ces terres plantées d'arbres n'est en mesure d'apporter une contribution de longue durée à l'atténuation du réchauffement planétaire. En effet, si les émissions de carbone qui découlent du déboisement sont peut-être identiques, du point de vue chimique, à celles qui proviennent de la combustion de combustibles fossiles, du point de vue climatologique elles sont différentes. Le carbone libéré par le déboisement n'augmente pas le volume total du carbone qui circule entre l'atmosphère, les océans, les sols, les forêts et ainsi de suite. En revanche, le carbone libéré par les combustibles fossiles accroît ce fonds de carbone au-dessus du sol. »

[index](#)

DÉFINIR LES FORÊTS

– Prêtons nos voix aux forêts !

Le WRM dénonce depuis longtemps la définition de forêt que donne la FAO. Nous

croions que cette définition est, en fait, une cause indirecte de la déforestation. En effet, en considérant les forêts comme de simples « terres d'une superficie minimale de 0,5 ha portant des arbres d'une hauteur d'au moins 5 mètres, dont le houppier couvre plus de 10 % de la surface, ou des arbres qui peuvent atteindre cette hauteur à maturité » [*], la FAO permet de considérer comme des forêts les plantations industrielles d'arbres. Ainsi déguisées en forêts, ces plantations s'étendent dans le monde, déplaçant souvent les forêts réelles.

En cette Année internationale des forêts, notre intention est de contrer la définition de forêt de la FAO, qui a de graves conséquences pour les forêts du monde car beaucoup d'organismes internationaux la prennent pour référence. Pour cela, nous essaierons de mettre au point des outils susceptibles de sensibiliser le public à ce problème. Nous souhaitons aussi que l'élaboration de ces outils soit participative.

Dans l'immédiat, nous aimerions que l'animation que nous avons reliée à notre page web (<http://www.wrm.org.uy/bosques.html>) soit disponible en de multiples langues et sur de nombreux sites web. Si vous disposez d'un site sur la toile, d'un blog, d'un compte Facebook ou de tout autre moyen de diffusion, n'hésitez pas à vous approprier cette animation, à la partager, à la distribuer et à l'utiliser.

Nous vous invitons à traduire le court texte dont elle s'accompagne et à nous envoyer ces traductions. À mesure que nous les recevons nous relierons à notre site les nouvelles versions de l'animation.

Le texte à traduire est le suivant :

*Il y a là un ours polaire, mais ce n'est pas le pôle
Il y a là de l'eau et des poissons, mais ce n'est pas l'océan
Il y a là beaucoup d'arbres, mais ce n'est pas une forêt*

*Peut-on imaginer de remplacer les pôles par ceci ?
Et de remplacer les océans par ceci ?*

*La définition de « forêt » de la FAO permet
que l'on remplace les forêts par ceci*

*Les plantations ne sont pas des forêts
Définissons les forêts en leur donnant leur véritable signification
Raconte au monde ce que la forêt signifie pour toi*

Les traductions, ainsi que d'autres idées ou suggestions pour cette campagne, devront être adressées à forest@wrm.org.uy.

[*] FAO, Évaluation des ressources forestières du monde 2010.

[index](#)

ARTICLES NON DISPONIBLES EN FRANÇAIS

- India: Ravaged Landscape, Devastated People - Tales of Hydro Power CDM projects

in Himachal Pradesh

India continues to be one of the 'hottest' locations for carbon 'offset' projects despite the global carbon market slump: as of now, about 1700 projects claim to have achieved emission-reduction, and hence eligibility to sell carbon credits. Large Indian corporations control most of these projects irrespective of sector and geographical location, and instead of cleaning up the atmosphere the projects almost uniformly pollute people's lives and the environment.

Hydro-power projects are prominent in India's Clean Development Mechanism (CDM) kitty: 176 Dam projects in various parts of India have applied for CDM status. More than half of these are in the Himalayas, perhaps the biggest ones. The tiny state of Himachal Pradesh to the North of the India alone hosts 55 projects.

How clean are these 'clean' projects? Most of the CDM projects in Himachal Pradesh have led to direct and indirect displacement of local people and triggered of disastrous environmental impacts: around the project areas mudslides have become more frequent, water table is going down, and perennial springs are drying up. The wholesale damming of important rivers and dam builders' ownership control over river water inevitably mean less or no water for river valley agriculture. Besides, there are socio-cultural impacts: large number of outsiders flocking to the hitherto closeted mountain villages and irreversibly disturbing the fabric of community life.

In Himachal Pradesh, a paradise of rich biodiversity and beautiful mountain landscape, there is a plan to set up more than 850 hydroelectric projects. With loans from agencies like the Asian Development bank and the World Bank, these projects are being established with huge infrastructures involving many private sector companies. The story repeats itself from one project to another: tall promises of village development and plentiful jobs for the locals during the time of land acquisition, all conveniently forgotten once the project works start.

People living in Sawra Kuddu in Shimla District of Himachal Pradesh are angry with the hydroelectric project (111 MW) on the Pabbar River: "We have lost everything to the project and yet have not even given any decent compensation". The Dam badly affects several villages where digging of tunnels through mountainsides have made the entire area unstable and yet people living in these villages do not fall under the PAP (project affected people) category. Villagers of Bhadot have been living in constant fear of their village collapsing because of such a tunnel right beneath their village. This area witnessed massive devastation caused by an earthquake few years back: the huge boulders in the mountain still threaten to tumble down anytime. People here equate the tunnel underneath with a ticking time bomb that can explode any moment. The villages on the banks of the river had to bear the brunt of the heavy construction work: the dust and muck affected the production of cash crops like apple, pear and peach.

The environmental clearance to the project was given in 2007 but local residents say that work began much before the clearance in 2004, which means that the project is clearly non-additional ['additionality' refers to the condition that a project should only be eligible for carbon credits if it would not go forward without the benefits it receives from these credits]. The project will inundate 45 villages in 9 Panchayats (local self-government) and the government claims (evidently falsely) that all project-affected people have been

compensated.

By far, the largest among registered CDM hydro projects, the Allian Duhangan Hydro Electric Project (2 x 96 MW) in Kullu district is expected to generate around 4.94-million Certified Emission Reductions (CERs), a type of 'carbon credits'. The project is built on two tributaries of the Beas River: Allain and Duhangan, both are surrounded by biodiversity-rich alpine forests and meadows. The project, funded by the World Bank, had its environmental impact assessment in 1996. The central electricity authority gave the 'in-principle' techno-economic clearance only in 2002.

In a glaring display of non-additionality, the Environment and Social Impact Assessment for the project done in May 2003, states (page 7) that "The project would be one of the cheapest sources of power generation in the Northern Region as compared to alternative of thermal and nuclear generation." Why should a project that is supposed to be the cheapest source of power be even considered for CDM credits that are supposed to help make relatively unviable projects viable?

The entire project area is fortified and anyone who wants to go in has to take permission from the company. The local people have their orchards and villages inside. Though access to the area has become easier now because of the road built by the company, no other benefit has come from the company. The locals who live inside the project area describe how their livelihood is affected as outsiders are not allowed to come in. Most of them earn a living from tourism as it is an area known for skiing and trekking. The project work has already destroyed most of the pristine meadows and forests in the locality.

The Hydro Electric Power Project by Sulej Jal Vidyut Nigam (SJVN) Ltd located at Rampur is a 412-MW project on the Sulej River. Huge tunnels are being built: the Local Area Development Authority (LADA) is implementing the project and has given construction contracts to large private companies. More than ten thousand people were affected and 220 families already lost fertile lands to the project; the statutory public hearings were held as a matter of formality in 2005 as only 125 people attended it from among a population of at least 15 thousand. The entire mountain landscape has turned into huge dumps of muck and dumping yards for raw materials or machines. The locals no longer have access to the project area.

People raised their voices against the projects although there has been no organized resistance. In June 2010, the local residents of Averi village had staged a demonstration demanding compensation for damages caused by the construction work. The protests were met with severe brutalities – physical violence – by police who did not spare the young girls and women either.

An area which was once a self-sustained economy, the state of Himachal Pradesh is hit by the skewed notion of 'development'. It is hard to find a place without an earth-moving machine digging the earth – to build a dream that caters to the rich and the powerful sitting somewhere else. The CDM projects signify neither cleanliness nor development: at least for the local communities they constitute an unmitigated curse.

By Soumitra Ghosh, e-mail: soumitrag@gmail.com, and Mamata Das, e-mail: mamata_dash@yahoo.com, National Forum of Forest Workers and Forest People, India

- México: REDD+ en Chiapas financia enfermedad, muerte y confrontación intercomunitaria

En México, la deforestación avanza a un ritmo acelerado, al compás de diversos megaproyectos: la rápida expansión de monocultivos industriales de palma aceitera y plantaciones de jatrofa para la producción de biocombustible; la construcción de represas; las concesiones mineras; la creación de centros de reasentamiento de complejos prefabricados en los sitios estratégicos de extracción de recursos y reconversión de la tierra; el turismo en gran escala; las carreteras, que viabilizan los proyectos.

El llamado “desarrollo” se interna no solamente en la selva sino en territorios indígenas autónomos y comunidades campesinas cuya resistencia a la expulsión, que definen como “cultural y física”, ha sido violentamente reprimida, dejando un saldo dramático de presos, heridos y muertos.

La expansión de los negocios aprovecha ahora el grave problema del cambio climático, una de cuyas causas – aunque no la primera – es la deforestación.

Los intereses que luchan a brazo partido para no cambiar un sistema económico que ha confluído en esta amenaza mundial, le han buscado la vuelta al problema y han creado – entre varios otros subterfugios – el mecanismo denominado REDD (reducción de emisiones por deforestación y degradación de bosques). Esta estrategia, que atribuye un valor financiero al carbono – expresado en “créditos de carbono” - contenido en los árboles, aduce ser un incentivo económico para que a los países en desarrollo les resulte más rentable proteger los bosques que cortarlos.

La otra cara de la moneda es que, por un lado, los países ricos que compran los créditos de carbono pueden seguir contaminando, y por otro lado, las comunidades que dependen de los bosques son expulsadas y se les niega el acceso a lo que hasta ahora consideraban sus tierras.

El gobierno mexicano está alineado a la concepción mercantil de los bosques, considerados como meros reservorios de carbono, y ha abrazado con entusiasmo la estrategia REDD. Como documenta Gustavo Castro Soto (1), el Estado de Chiapas “se lanza a la delantera en la carrera por el negocio del Cambio Climático, poniendo a sus bosques, selvas y plantaciones de monocultivos al servicio del mercado de carbono. Nuevamente, el subsidio del estado a las empresas se plasma en el negocio de la crisis climática con la participación de ONGs conservacionistas empresariales, trasnacionales, al servicio del lucro ambiental. ... Así, desde 2009, el Gobierno de Chiapas inició la construcción del Programa de Acción ante el Cambio Climático en Chiapas (PACCCH) financiado por la Embajada Británica, y Conservación Internacional (CI) como actor clave en su conducción”.

El informe da cuenta de que los proyectos piloto que tiene Conservación Internacional para 2011 en Chiapas – donde existen un millón 300 mil hectáreas consideradas reservas naturales, de las cuales casi el 50 por ciento están en la selva Lacandona –

entran dentro del esquema del acuerdo firmado en noviembre de 2010 entre los gobernadores de California, Arnold Schwarzenegger; de Chiapas, Juan Sabines Guerrero; y de Acre, Brasil, Arnobio Marques de Almeida Junior, en el contexto de la Tercera Cumbre Global de Gobernadores ante el Cambio Climático llevada a cabo en California, Estados Unidos. Ese acuerdo establece las bases para iniciar un mercado de compraventa de bonos de carbono, integrando REDD y otras actividades de carbono forestal a los marcos regulatorios de Estados Unidos y otras partes.

Esto implica que las autoridades de Chiapas deben generar las condiciones para la compra de bonos de carbono.

De ahí el convenio que en diciembre de 2010 suscribió el gobernador de Chiapas con las comunidades de la Selva Lacandona, que, como anuncia el referido informe, serán usadas por el gobierno “para confrontarse con otras organizaciones y comunidades indígenas y campesinas al promover su expulsión incluso con violencia”. En tal sentido, el gobernador de Chiapas arengó a los comuneros con estas palabras: “ustedes se van a comprometer a cuidar las reservas, (a) que nadie se meta, a cuidar que nadie quite los árboles, a cuidar que nadie se meta a cazar, la van a cuidar para todo el planeta, para todo Chiapas, para todo México, para toda la humanidad la van a cuidar.” Sin embargo, inmediatamente fuera de la zona destinada para la venta de carbono, el gobierno aseguró que continuará la expansión de las agroindustrias, de los centros turísticos, de las plantaciones industriales de palma aceitera, entre otros emprendimientos.

El proyecto REDD tiene como escenario una región donde las comunidades campesinas, como describe Jeff Conant en un exhaustivo informe del recorrido que realizó recientemente por la zona (2), han convivido con la selva abriendo espacios productivos para plantar maíz y frijoles, pero resistiendo los emprendimientos destructivos de la agroindustria: ganadería, tala ilegal de maderas preciosas, explotación petrolera.

La respuesta de las autoridades ha sido la aplicación de programas arbitrarios de “protección forestal”. Crearon reservas excluyentes, como la Biosfera Montes Azules, y expropiaron diversas áreas aledañas. No obstante, el movimiento campesino en defensa de su territorio, recursos y cultura indígena iniciado por las comunidades de Amador Hernández, zona núcleo de la Reserva de Montes Azules, y decenas más en las zonas vecinas, logró detener en 2008 la ejecución de la expropiación.

Pero las presiones han sido fuertes. Los inversionistas del proyecto REDD+ impulsado por el gobierno estatal y federal para presentarlo en Cancún en la COP16, exigían la certeza jurídica sobre el territorio. Frente a ello, según denuncia el COMPITSCCH (Consejo de Organizaciones de Médicos y Parteras Indígenas Tradicionales por la Salud Comunitaria en Chiapas) (3), en abril de 2010, sin mediar aviso ni explicación, el gobierno retiró el personal médico y suspendió el suministro de medicamentos y los traslados aéreos para los casos urgentes en la región Amador Hernández, seguramente con el objetivo de castigar y doblegar a una región con historia de resistencia. Esta medida, en un contexto de histórica medicalización indiscriminada y falta de acciones de promoción y educación para la salud, provocó un disparo en la morbilidad. Y fue por este resquicio de dependencia – la salud regional medicalizada – donde se intentó doblegar, por muerte y enfermedad, a los rebeldes, los niños y

ancianos primero.

Según informa el COMPITSCCH, “Los infantes, carentes de vacunas, han enfermado por cientos y decenas de ellos han tenido que ser trasladados de emergencia a centros hospitalarios, como el hospital San Carlos en el municipio vecino de Altamirano. Las fiebres no ceden y mantienen elevados picos febriles durante semanas; varios presentan cuadros de asfixia y azulamiento en los dedos de las manos, y otros más cursan una persistente tos seca típica de la tosferina. Los hay también que se convulsionan por dificultades respiratorias, produciéndose a veces desmayos, pero en estos casos, al parecer, la causa estaría en un mar de parásitos que colman las vías altas”.

A principios de este mes, la asamblea comunitaria de Amador Hernández envió una carta abierta (4) a autoridades del gobierno federal reclamando que restablezcan el servicio de salud y exigiendo al gobierno de Chiapas, entre otras cosas, “Que suspenda el proyecto REDD+ estatal en la Comunidad Zona Lacandona por constituir un plan de contrainsurgencia que promueve el enfrentamiento con las comunidades vecinas” y “Que deje de estar engañando a los pueblos indígenas sobre el objetivo climático del proyecto REDD+ en Chiapas y declare su verdadero propósito: conservar y recuperar la biodiversidad de las áreas más ricas para entregarlas al control y explotación transnacionales”.

Esta carta fue apoyada y circulada como alerta de acción internacional por varias organizaciones sociales de distintos países del mundo, quienes invitan a firmarla y enviar nombre, afiliación institucional (si tiene), país, y dirección de correo electrónico a: contact@globaljusticeecology.org

La asamblea de la comunidad Amador Hernández de Chiapas tiene claro lo que significa el proyecto REDD+: “Para los pueblos indígenas que libre y valientemente han decidido caminar su destino en camino distinto al del régimen político y sistema económico que todo vuelve mercancía y despojo, el mal gobierno manda enfermedad y muerte lentas, y proyectos que potencien su confrontación intercomunitaria, hoy pagada con los recursos de REDD+. Y todo esto instrumentado en nombre y servicio de la humanidad.”

Artículo elaborado en base a la información obtenida de:

(1) “EnREDDar a Chiapas”, El Escaramujo, Gustavo Castro Soto, Otros Mundos AC/Amigos de la Tierra México,

<http://www.otrosmundoschiapas.org/index.php/component/content/article/118-el-escaramujo/897-el-escaramujo-enreddar-a-chiapas.html>

(2) A Broken Bridge to the Jungle: The California-Chiapas Climate Agreement Opens Old Wounds”, by Jeff Conant, Communications Director at Global Justice Ecology Project, correo electrónico: jefconant@gmail.com, <http://climate-connections.org/2011/04/07/a-broken-bridge-to-the-jungle-the-california-chiapas-climate-agreement-opens-old-wounds/> ,

(3) “La salud como instrumento de represión y exterminio: El caso de la región Amador Hernández, Reserva de la Biosfera de Montes Azules”, pronunciamiento del Consejo de Organizaciones de Médicos y Parteras Indígenas Tradicionales por la Salud Comunitaria en Chiapas (COMPITSCCH), <http://wrm.org.uy/paises/Mexico/COMPITSCCH.pdf>

(4) "Alerta de acción: Retiro de Servicios de Salud en Amador Hernández, Chiapas, en avance del REDD +"; <http://www.globaljusticeecology.org/connections.php?ID=544>

[index](#)

- Philippines: A call to stop mining in Palawan

SAY NO to mining in Palawan Province, the home of the best-conserved and most ecologically diverse forest in the Philippines. Sign the on-line signature petition to deliver a strong message to the Philippine and Palawan governments demanding for an immediate stop of ongoing and pending mining activities in Palawan and for the non-endorsement of new mining applications. Here is the link to the petition launched by the Save Palawan Movement: <http://www.intellithink.com.ph/wordpress/>

Palawan is home to three main ethnic groups: The Palawan, the Tagbanua and the Batak. The southern part of the main island, where most mining activities are concentrated, is also inhabited by vulnerable indigenous communities living in partial isolation (see video: <http://tinyurl.com/4x4lrc6>). Their livelihood is based on 'swidden' [rotational] cultivation, hunting and gathering, and commercial collection of Non-Timber Forest Products (NTFPs).

Today the areas being threatened by mining activities also include indigenous burial grounds, sacred and worship sites. The local inhabitants perceive the destruction of these historical and natural landmarks as an obliteration of their history and collective memories of the past.

Until now Palawan indigenous communities are the traditional custodians of a unique biodiversity, which also includes 49 animals and 56 plant species, which are globally threatened with extinction, according to IUCN (The International Union for the Conservation of Nature).

Open-pit and strip mining for nickel results in the flattening of mountain tops, in the plundering of precious forest, in the production of vast amounts of tailings that contaminate fresh water sources and the sea.

In less than one decade, mining could obliterate a highly diverse landscape, which is the only source of livelihood and cultural sustenance for hundreds of indigenous and rural communities. (see video: <http://tinyurl.com/4227xbg>).

In 1990, because of its rich biocultural diversity, Palawan was declared by the UNESCO as a 'Man and Biosphere Reserve'. In spite of this, the Philippine Government is favoring the intensification of mineral exploitation on the island, thus jeopardizing the livelihood of both indigenous communities and farmers. As of now, the Palawan Council for Sustainable Development (PCSD) - the provincial government body in charge of ensuring the sustainable development of the island - has failed to fulfill its mandate and has already released environmental clearances (EC) to mining corporations (see <http://tinyurl.com/3nlpdab>).

Mining companies such as MacroAsia, Ipilan Nickel Mining Corporation and LEBACH have entered protected zones and indigenous cultivated land where they have already

excavated test-pits and made deep drilling-holes. This is particularly prevalent within the uplands of Brooke's Point Municipality (see 'geotagg' report: <http://tinyurl.com/3vend4z>). Overall, joint 'geotagged reports' by ALDAW and the Center for Biocultural Diversity (CBCD) of the University of Kent, clearly show that exploration activities have been allowed in "Core" and "Restricted" zones despite all rules and regulations engraved into the Strategic Environmental Plan (SEP), also known as Republic Act 7611.

The SEP Programme was highly funded by the European Union, which has also invested 17 million Euros in the 7-year special project known as the Palawan Tropical Forestry Protection Programme (PTFPP). However, many of the alleged project beneficiaries still complain that most of the money was used to pay disproportionately high salaries to foreign consultants, project directors/managers and government officials and that, ultimately, the project has left behind little tangible evidence of its success.

Sadly, the European Union remains another silent witness of the Palawan tragedy.

Further south, Rio Tuba Nickel Mining Corporation (RTNMC) has already built roads across the Bulanjao mountain range, thus undermining the integrity of one of the most precious biodiversity hotspots in southern Palawan (see video at <http://tinyurl.com/4yjr47c>, and 'geotagged' report: <http://tinyurl.com/4ye2fgm>)

Corporations such as Citinickel, Berong Nickel and other mining companies partnering with the Canadian MBMI group represent an additional threat to Palawan forest (see: <http://tinyurl.com/2f7zwvr>)

The political squabbles underlying the mining saga on Palawan Island are also detected in the ambiguous behavior of the National Commission on Indigenous Peoples (NCIP) – the official government body in charge of protecting the rights of tribal communities. The NCIP Palawan Provincial Office has bluntly violated all required procedures leading to transparent and genuine Free Prior and Informed Consent (FPIC) processes, siding instead with the mining companies.

After intense pressure from human rights and environmental groups such as the Rainforest Rescue, the UNESCO has finally made an attempt in looking into the Palawan case. On 18 February 2011, UNESCO Director General (DG), Irina Bokova, has forwarded a letter of concern on the mining threats in Palawan to the Secretary of Foreign Affairs, Chairman of the National Commission of the Philippines for UNESCO. The letter is requesting the said institution to provide a comprehensive report to UNESCO on the mining situation in the Palawan Biosphere Reserve, and additional information on the current and future mining activities on the core zones of the biosphere reserve.

Recently, on 25 March, UNESCO DG also visited the Philippines, meeting with President Benigno Aquino and commending him for "his strong commitment to education and sustainable development" (see: <http://tinyurl.com/3b4cmvn>). Indeed, this is quite ironical since the newly appointed Philippine President is replicating the mining aggression policy of his predecessor, and – until now – his commitment to environmental and human rights issues has been rather weak. President Aquino explained to UNESCO DG that a total ban on mining would be counterproductive, as it would open the way to small, unregulated mining. The argument, according to which,

commercial 'regulated' mining will avoid the proliferation of 'unregulated' mining is a non-sense, also in view of the fact that, in Palawan, there is already a 25-year moratorium on small-scale mining, passed by the Provincial Board on November 2008. However, this moratorium is not enough to prevent large-scale mining corporations from plundering the Island.

Recently, the struggle to Save Palawan has reached momentum after the ominous murder of environmental campaigner and radio journalist Gerry Ortega on 24th January (see <http://tinyurl.com/4s4lf9r>). Together with ALDAW and other members of the Save Palawan Movement, Alyansa Tigil Mina (ATM), the largest anti-mining advocacy network in the Philippines (<http://www.alyansatigilmina.net/>) is playing a major role in bringing the Palawan case to national and international attention.

By ALDAW Indigenous Network (Ancestral Land/Domain Watch), email: aldaw.indigenousnetwork@gmail.com

[index](#)

- Brasil: OEA solicita parar a construção de Belo Monte

Em 04 de abril, a Comissão Interamericana de Direitos Humanos (CIDH) da Organização dos Estados Americanos (OEA) solicitou oficialmente que o governo brasileiro suspenda a paralisação imediata do processo de licenciamento e construção do Complexo Hidroelétrico de Belo Monte, no Pará.

De acordo com a CIDH, cada uma das comunidades tradicionais da bacia do rio Xingu afetadas pela construção da usina devem ser consultadas de maneira “prévia, livre, informada, de boa-fé e culturalmente adequada”.

A decisão da CIDH é uma resposta à denúncia encaminhada em novembro de 2010 em nome de várias comunidades tradicionais da bacia do Xingu pelo Movimento Xingu Vivo Para Sempre (MXVPS), Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Brasileira (Coiab), Prelazia do Xingu, Conselho Indígena Missionário (Cimi), Sociedade Paraense de Defesa dos Direitos Humanos (SDDH), Justiça Global e Associação Interamericana para a Defesa do Ambiente (AIDA), e está respaldada na Convenção Americana de Direitos Humanos, na Convenção 169 da Organização Internacional do Trabalho (OIT), na Declaração da ONU sobre Direitos Indígenas, na Convenção sobre Biodiversidade (CBD) e na própria Constituição Federal brasileira (Artigo 231).

Mais informações: <http://www.xinguvivo.org.br/2011/04/05/organizacao-dos-estados-americanos-determina-suspensao-imediata-de-belo-monte/>

[index](#)

- Moçambique: mais denúncias contra a Chikweti, financiada pelo Fundo Nórdico de Solidariedade

Há alguns anos, as comunidades camponesas da província de Niassa, no norte de Moçambique, lutam contra a expansão das monoculturas de pinus e eucalipto. Essa

expansão tem causado problemas porque está se dando sobre as chamadas machambas, áreas onde as famílias camponesas plantam alimentos. Agora, as comunidades ganharam um importante reforço na sua luta.

Depois das denúncias da União Nacional de Camponeses de Moçambique (UNAC), sempre baseadas em informações obtidas em campo pela União Provincial de Camponeses de Niassa (UPCN), e do WRM (1), também a Direção Nacional de Terras e Florestas (DNTF), órgão governamental do país, fez denúncias, através do relatório de uma pesquisa de campo sobre a atuação das empresas de pinus e eucalipto na região, principalmente da empresa Chikweti.

O jornal local Faisca de Niassa, na sua edição de 25 de fevereiro de 2011, noticia que o DNTF concluiu que a empresa Chikweti, principal empresa na região, ocupa nada menos que 32 mil hectares de forma ilegal, além dos 30 mil hectares concedidas pelo governo e mais 14 mil hectares que estão em fase de análise para obter concessão. Essa informação confirma as denúncias da UNAC e dos camponeses e camponesas ouvidos pelo WRM na sua visita à região de que as empresas se expandem além das áreas concedidas oficialmente a elas.

O relatório confirma também as denúncias de que os processos de consulta às comunidades não foram realizados de forma correta pela empresa. Enquanto a empresa buscou restringir as conversas ao líder da comunidade - chamado régulo -, prometendo empregos e recursos, a comunidade acabou não sendo ouvida e se revoltou posteriormente contra suas próprias lideranças. Segundo o jornal local, “um administrador de distrito acusou a Chikweti de arrogância e ‘falta de responsabilidade social’.

O artigo comenta também que o relatório do DNTF cita a invasão das machambas pelas plantações de árvores e a distância de apenas 10 metros das plantações até as casas das comunidades. Segundo o estudo, “quando negociou o estabelecimento da plantação, a Chikweti disse que iria plantar apenas em áreas marginais, mas de fato invadiu terra agrícola produtiva”. O jornal afirma que no posto administrativo de Maniamba, a empresa invadiu as terras da comunidade local com promessas de compensação que não foram cumpridas. Segundo a UNAC, os camponeses revoltados arrancaram as plantações da empresa.

E por fim, conforme o jornal, o relatório do DNTF denuncia também o desmatamento de áreas de floresta nativa de frutíferas, usadas pela população, no distrito de Sanga.

O artigo do jornal local chama a atenção também do investidor principal na empresa Chikweti, que é um fundo chamado “Fundo Global Florestal de Solidariedade” (“Global Solidarity Forest Fund”) (GSFF). Esse fundo Nórdico, com sede na Suécia, foi criado pela Diocese de Vasteras e a Igreja Luterana da Suécia, além da entidade Doação da Igreja Luterana Norueguesa (Norwegian Lutheran Church Endowment – OVF). Outro investidor no GSFF é o fundo de pensão holandês ABP.

Pergunta-se: qual a opinião desse Fundo de Solidariedade Global e seus investidores sobre as denúncias que agora vêm de um órgão do próprio governo de Moçambique? É urgente que haja uma análise e posicionamento deles sobre o assunto, até porque as denúncias demonstram que na ação da Chikweti não há nada de solidariedade, ao

contrário, é uma atuação que busca fazer lucros em detrimento das comunidades camponesas.

Isso ganha importância num momento em que a empresa Chikweti busca a certificação do manejo das suas plantações de pinus e eucalipto pelo sistema do FSC, que garante o “bom manejo florestal”, através da certificadora Soil Association.

Conforme foi mostrado no Boletim anterior (164), o FSC tem sido extremamente criticado por certificar, com seu ‘selo verde’, plantações de monoculturas de pinus e eucalipto no mundo inteiro. A certificação da Chikweti (, ou seja, é até possível que também a Chikweti se certifica! Isso) seria mais um passo equivocado no caminho de erros cometidos pelo FSC até hoje, além de ser uma afronta às comunidades camponesas de Niassa que sofrem diretamente com os problemas causados pela Chikweti. Lembrando que a Lei das Terras de 1997, de Moçambique, garante aos camponeses e às camponesas, que são a maioria da população do país, o acesso a suas terras, tão fundamental para garantir a segurança e soberania alimentar.

Em março deste ano, o Centro Cooperativo Sueco (CCS) facilitou um encontro entre Chikweti, governo e sociedade civil. No entanto, conforme a UNAC em Niassa, o encontro não permitiu o diálogo. Mesmo assim, uma comissão foi instalada para continuar os debates sobre Chikweti. (Ao mesmo tempo, ocorreu outro conflito grave na comunidade de Licgole, onde a Chikweti continua ocupando áreas e expulsando camponeses. Um foi preso e solto dias depois.)

Vale ressaltar também que o problema da Chikweti não é um problema desta empresa apenas. Há dezenas de investidores estrangeiros que vão para Moçambique querendo investir em terras, muitas vezes envolvendo projetos de plantações de monoculturas de árvores e outras para fins de agrocombustíveis.

Segundo informa a UNAC, essas empresas (aliciam comunidades e não atuam com sistemas de produção inclusivos e que possam permitir a transferência de tecnologia.) pedem a terra em troca de benefícios ou negociam a terra com os camponeses em troca de benefícios (empresa e camponês sem o governo) que, por sua vez acabam em conflitos por falta de honrar as promessas. Quando os conflitos se tornam insustentáveis é que pedem o apoio do governo.

Em geral, as empresas aparentam uma ‘fome’ por terra enorme, visto que entre 2004 e 2009, conforme o jornal Faisca, as concessões envolvem quase 3 milhões de hectares de terras em Moçambique. Enquanto a ‘fome’ das empresas tem sido atendida, a segurança e soberania alimentar do povo moçambicano continuam gravemente afetadas.

Artigo baseado nas informações da UNAC (União Nacional de Camponeses de Moçambique) e no Jornal Faisca de Niassa, Moçambique, Edição de 25/02/2011.

(1) veja coleção WRM sobre as plantações no. 14: O avanço das monoculturas de árvores: impactos sobre as comunidades camponesas na província de Niassa

- Brasil: Mulheres do Acampamento Irmã Dorothy Stang em Eunápolis em luta pelo direito à vida, contra o deserto verde de eucaliptos

Na noite do dia 27 para o dia 28 de Fevereiro as mulheres do Movimento de Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST) chegaram de todas as partes do Extremo Sul da Bahia no local, onde mais tarde viria a ser o acampamento Irmã Dorothy Stang, em homenagem a esta irmã Americana que lutava pela reforma agrária no estado do Pará mas foi brutalmente assassinado em 2005. Muitas delas carregavam os seus filhos e filhas como se fossem para a melhor festa do planeta. E por volta das 4:00 horas, do dia 28, antes mesmo que o Rei Sol surgisse no horizonte, centenas de árvores inúteis do deserto verde de eucaliptos tombavam numa área de cerca de 8 mil hectares da Veracel Celulose, a maior proprietária de terras do Estado da Bahia. E foi assim durante os 10 dias que resistem no local.

Todas as manhãs as mulheres tomadas pela consciência de que o 'modelo de desenvolvimento' baseado no latifúndio; no agronegócio não poderá ser tolerado pois é responsável pela destruição da biodiversidade, cortam eucalipto e plantam alimentos. São cerca de 1500 mulheres de todas as idades, credos e cores. Cozinhas, barracos, plantios, escola, posto de saúde, construídos coletivamente. Uma verdadeira lição de cidadania e amor!

Debaixo de lonas pretas sob sol escaldante, movidas pela esperança de viver em paz com todo direito ter direitos iguais avançaram sobre um dos maiores ícones da prepotência humana. A paisagem monótona e sem vida dos eucaliptais, deu lugar a barracos gigantes, com vozes, crianças, brincadeiras e muita alegria. Começam a chegar também os vendedores ambulantes, que excluídos do tal 'mercado de trabalho' aproveitam para ganhar o sustento. As mulheres transformaram o deserto em uma cidade criativa e diferente.

Este deserto monocultural muitos acreditam ser impermeável. Mas as mulheres, trabalhadoras rurais sem terra, expatriadas em seu próprio país, cansadas de viver precariamente não aceitam mais viver sob o jugo dos colonizadores. Stora Enso, Fibria, Suzano, Arcelor Mital, BNDES ou qualquer outro monstro que aproxime será enfrentado e com suor e trabalho serão transformados. Muitas pessoas vieram, de perto e de longe engrossar as fileiras da luta. De todas as partes vieram apoios e conforto.

No dia 4, o trânsito da rodovia BR 101 foi interrompido e as mulheres pediram uma audiência com o Ministro do Desenvolvimento Agrário exatamente na hora em que a Presidenta Dilma Rousseff estava na Bahia, na cidade de Irecê. Elas exigem que as famílias que estão acampadas nas estradas do Extremo Sul da Bahia sejam assentadas. São cerca de 2000 famílias vivendo debaixo de lonas enquanto a região possui cerca de 700 mil hectares de eucalipto. E, durante duas horas, trabalhadores e sociedade aguardaram a liberação da estrada. As mulheres liberaram a BR agradecendo a paciência dos motoristas e informando o objetivo da luta.

O dia 8 de março, começou com uma alvorada, as mulheres cantavam animadas: "Olê mulher renderia, olê mulher rendá, saia do fogão e venha se libertar". As mulheres do Movimento de Luta pela Terra (MLT) chegaram de outro acampamento para colaborar e participar. Trouxeram leite, farinha, feijão e verduras para complementar o almoço

especial do dia Internacional da Mulher e comemorar juntas com emoção. Os alimentos são produzidos no acampamento Baixa Verde do MLT em uma área devoluta (uma área que no passado não foi registrada e portanto pertence ao Estado e deveria servir, legalmente, para a produção em pequena escala de alimentos, porém na qual) a Veracel plantou eucalipto. São 1.333 hectares que agora sustentam cerca de 85 famílias. Se depender das mulheres do acampamento Irmã Dorothy Stang e suas aliadas e aliados a experiência de vida de subordinação, subjugação e discriminação terão dias contados.

Samba de couro, música popular, poesia e mística foram as sobremesas que permearam durante toda a tarde. Políticos, sindicalistas, camaradas de todos os segmentos da sociedade vieram ver de perto a cidade de lona construída por mulheres. A escola, com 280 crianças encantaram o público com cantos, desenhos, místicas e brincadeiras. A oradora militante começa o discurso dizendo que 'enquanto houver tanta gente sem terra e tanta terra sem gente a luta vai continuar. Não podemos ver nosso país refém de empresas como Stora Enso e Fíbria, que envenena terra e gente. Não queremos ser herdeiros das ruínas que este projeto resultará. O clima já se transformou e certamente virá tempestades e mudanças que nós hoje sequer podemos imaginar. Não podemos apenas assistir. Temos que construir outra realidade'.

As mulheres lembraram também que as empresas que plantam eucalipto e possui fábricas de celulose são também responsáveis pelo aquecimento do planeta. Para plantar eucalipto eles derrubam a Mata, em nosso caso a Mata Atlântica. As empresas usam venenos que tem como base o petróleo, grande responsável pelo aquecimento global e, ainda, no processo de produção de papel, utilizam muita energia e isso causa emissão de carbono. E ainda querem nos fazer crer que estas mesmas empresas podem solucionar o problema. Buscam ainda, receber créditos do chamado 'mercado de carbono' sob o argumento de que a plantação de eucalipto capta em seu período de crescimento, uma quantidade de dióxido de carbono. Mas se o eucalipto é cortado em 7 anos, o que acontece? Isso certamente é apenas mais uma estratégia para gerar mais lucros e tentar limpar a sua imagem e realidade ameaçadora.

E diante disso, as mulheres seguem na luta pelo direito à terra e ao território! Pelo direito à vida! Contra a todas as formas de racismo, de opressão e de exploração!
Por Ivonete Gonçalves, CEPEDES – Centro de Estudos e Pesquisas para o Desenvolvimento do Extremo Sul/Ba, e-mail:cepedes@cepedes.org.br

[index](#)

- Stora Enso makes money out of environmental crimes

On April 20, the Finnish-Swedish giant of the forestry industry Stora Enso held their annual shareholder meeting in Helsinki where it planned to distribute part of its 2010 EUR 817.4 million profit.

A press release by Friends of the Earth International, Brazilian Cepedes (Centro de Estudos e Pesquisas para o Desenvolvimento do Extremo Sul da Bahia) and MST (Movimento dos Trabalhadores Sem Terra), Friends of the Landless Finland, and WRM

(World Rainforest Movement) warned that “Stora Enso's profit comes on the back of violations of environmental and labor laws and the criminal code in Latin America.”

In Brazil and Uruguay, alone or in joint ventures, the company is being responsible of environmental crimes. Stora Enso's large scale tree plantations for pulp mills have led to displacement of local communities, soil erosion and water shortages. Land concentration to grow eucalyptus threatens food security and causes misery to millions of landless people.

In Uruguay, Montes del Plata – jointly owned by Stora Enso and Chilean Arauco - is the country's largest landowner, with 238,000 hectares of land and it has been pressuring national authorities to reclassify farm lands near its new pulp mill in order to find 100,000 hectares more for new forestry plantations.

In Brazil, Veracel joint venture of Stora Enso and Brazilian company Fibria is being accused of environmental crimes (illegal deforestations and inappropriate use of pesticides), workers' rights violations, money laundering, tax evasion and corruption. It has also brutally evicted women and children of the Rural Landless Workers movement (MST) and the peasant movement Via Campesina who have occupied several of Stora Enso's plantations in direct action against hunger and poverty.

“Instead of bringing development, Stora Enso causes land conflicts and threatens food sovereignty. Genuine sustainable development promotes small-scale farming to feed people and not large-scale plantations to make profits for companies. We cannot eat eucalyptus!” said Marcelo Durao Fernandes from MST.

The full press relase can be read at <http://maanystavat.fi/index.php?cat=82&aid=9&lang=fi&mstr=2>

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editor en jefe: Winfridus Overbeek

Redactora responsable: Raquel Núñez Mutter

Apoyo editorial: Ana Filippini, Elizabeth Díaz, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Maldonado 1858 - 11200 Montevideo - Uruguay

tel: 598 2413 2989 / fax: 598 2410 0985

wrm@wrm.org.uy - <http://www.wrm.org.uy>
